

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

[... le rapport bisannuel de la Banque mondiale sur la pauvreté et la prospérité partagée](#)

❖ **La réduction de l'extrême pauvreté à l'échelle mondiale est menacée par la pandémie de COVID-19, les conflits armés et le changement climatique**

Le rapport bisannuel de la Banque mondiale sur la pauvreté et la prospérité partagée analyse conjointement trois facteurs dont la convergence alimente l'augmentation de la pauvreté à l'échelle mondiale : (i) la pandémie de COVID-19 et la récession économique mondiale qui l'accompagne ; (ii) les conflits armés ; et (iii) le changement climatique.

Selon le rapport, à court-terme, la pandémie risque d'entraîner entre 88 et 115 M de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année, et jusqu'à 150 M d'ici 2021. L'extrême pauvreté, dont le seuil est fixé à moins de 1,90 USD par jour, devrait ainsi toucher entre 9,1% et 9,4% de la population mondiale en 2020 – un taux similaire à celui de 2017 (9,2%) – contre un recul attendu à 7,9% avant la pandémie de COVID-19. L'Afrique subsaharienne pourrait être la deuxième région la plus concernée par cette augmentation (derrière l'Asie du Sud) ; avec 26 à 40 M de personnes supplémentaires touchant moins de 1,90 USD par jour.

En 2020, les 37 pays officiellement classés comme étant touchés par la fragilité, les conflits et la violence n'abritent qu'environ 10% de la population mondiale mais représentent plus de 40% des pauvres dans le monde. Selon le rapport, outre leur impact direct sur la croissance économique, les conflits armés induisent des conséquences à long terme sur la pauvreté et le capital humain des populations qui y sont exposées.

Enfin, le changement climatique fait peser des menaces aiguës et à moyen terme sur la réduction de la pauvreté, du fait de son impact sur la production agricole, l'augmentation des risques de

catastrophes naturelles, ou encore la sensibilité aux maladies liées au climat, comme le paludisme. Jusqu'à 132 M de personnes supplémentaires pourraient ainsi basculer dans la pauvreté d'ici 2030 en raison des effets du changement climatique, selon les estimations de la Banque mondiale.

❖ **L'Afrique subsaharienne, où le taux de pauvreté est déjà élevé, est particulièrement vulnérable face à ces facteurs**

Avant même la crise sanitaire liée au coronavirus, la pauvreté était déjà de plus en plus concentrée en Afrique subsaharienne : 40,2% de sa population vivait avec moins de 1,90 USD par jour en 2018 et même près de 70% avec moins de 3,20 USD par jour (considéré comme le seuil de pauvreté des économies à revenu moyen et inférieur). En dépit de la réduction du taux d'extrême pauvreté (légère, de 1,5 point de pourcentage entre 2015 et en 2018), le nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 USD par jour au sein du sous-continent a progressé de 416 M en 2015 à 433 M en 2018, du fait de la forte croissance démographique des pays de la région.

Or, si les facteurs précédemment évoqués (propices à l'augmentation de la pauvreté) touchent tous les continents, l'Afrique subsaharienne semble de surcroît particulièrement vulnérable face à ces menaces. Elle abrite par exemple plus de la moitié des personnes identifiées à risques d'inondation élevés et est aussi le cadre de plusieurs conflits armés, notamment dans le Sahel. De plus, bien que le déclin de la croissance économique devrait être plus modeste en Afrique subsaharienne que dans les économies avancées, il entraînera probablement une augmentation plus forte de l'extrême pauvreté, reflétant le grand nombre de personnes de la région qui vivent « au bord » de la pauvreté.

Dans ce contexte, et alors que le taux de personnes vivant avec moins de 1,90 USD par jour diminue plus rapidement sur les autres continents, la Banque mondiale estime que l'extrême pauvreté pourrait être un phénomène essentiellement africain au cours de la prochaine décennie.

ACTUALITE REGIONALE

La FAO et le PAM s'alarment sur la hausse des taux de faim aigüe et le risque potentiel de famine dans la région du Sahel et en Sierra Leone

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont publié le 6 novembre un [rapport « d'analyse et d'alerte précoce des foyers névralgiques de l'insécurité alimentaire aigüe »](#) révélant la conjonction de plusieurs menaces dans certaines régions du monde (conflits, déclin économique, extrêmes climatiques et pandémie de COVID-19) risquant de faire basculer les populations dans une phase d'urgence de l'insécurité alimentaire. La région du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) et la Sierra Leone sont identifiées parmi les territoires à risque. Avec 3,3 M de personnes faisant face à une urgence alimentaire (soit plus du double qu'à la même période l'année dernière), le Burkina Faso fait partie des quatre pays les plus préoccupants selon les institutions onusiennes (aux côtés du Nigéria, du Soudan du Sud et du Yémen). L'insécurité alimentaire aigüe touche également 2,7 M de personnes au Niger et 1,3 M au Mali, des chiffres bien supérieurs à la moyenne des dix dernières années. En Sierra Leone, la situation de la sécurité alimentaire continue de se détériorer en raison d'une aggravation du contexte économique, due à la baisse de la demande d'exportation de produits miniers, à la dépréciation de la monnaie et à la hausse des prix des denrées alimentaires. 1,3 M Sierra-léonais seraient confrontés à une crise alimentaire depuis juin 2020, soit une multiplication par dix des niveaux d'insécurité.

93 M EUR de l'UE au bénéfice des pays du G5 Sahel en soutien à la lutte contre la pandémie

[Dans le cadre de sa coopération avec le Sahel, l'Union européenne \(UE\) a annoncé, le 9 novembre 2020, le décaissement d'un appui budgétaire de 93 M EUR](#) pour renforcer la réponse du Burkina Faso (26 M EUR), de la Mauritanie (12 M EUR), du Niger (38 M EUR) et du Tchad (17 M EUR) à la propagation du coronavirus. L'objectif de ce financement est d'améliorer les services de soins de santé et de réduire l'impact économique et social de la pandémie.

Le taux global d'utilisation des services financiers dans l'UEMOA progresse à 60,1% en 2019

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a publié le 3 novembre son [rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2019](#). Il en ressort que le taux global d'utilisation des services financiers – qui prend en considération les comptes en banque et ceux des institutions de microfinance, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor et les comptes de monnaie électronique – a progressé dans tous les pays, pour s'établir à 60,1% en 2019. Les pays qui enregistrent les taux les plus élevés sont le Bénin (77,8%), la Côte d'Ivoire (77,9%), le Togo (72,3%) et le Burkina Faso (70,9%). A l'inverse, le Niger est de loin le pays où le taux global d'utilisation des services financiers est le plus bas (17,5%).

Le corridor routier entre la Côte d'Ivoire et le Mali, financé par la BAfD, bientôt opérationnel

Selon un rapport sur l'état d'exécution et des résultats publié le 27 octobre 2020 par la Banque africaine de développement (BAfD), [les travaux du corridor routier entre la Côte d'Ivoire et le Mali arrivent bientôt à leur terme](#) : les travaux du trajet Zantiébougou-frontière ivoirienne (140 km) du côté du Mali sont achevés et livrés provisoirement ; du côté de la Côte d'Ivoire, les travaux de la section Kani-Fadjadougou sont finalisés et ceux de la section Fadiadougou-Boundiali sont réalisés à 86%, pour une distance totale de 135 km. Ils s'inscrivent dans le projet de corridor Bamako-San Pedro, dont les travaux ont été lancés en 2015 pour un achèvement prévu en juin 2021, financé à hauteur de 233 M USD par la BAfD – dont 198 M USD issus de son guichet de prêt à taux concessionnel, le Fonds africain de développement. Les temps de parcours, qui étaient de six heures en 2014 sur chacune des sections allant de Zantiébougou à la frontière de la Côte d'Ivoire et de Boundiali à Kani, sont ramenés à moins de deux heures.

Orange lance son premier projet de fibre optique panafricain « Djoliba »

[Orange a procédé au lancement commercial de « Djoliba »](#), le premier backbone panafricain à l'occasion du salon international AfricaTech festival. Avec plus de 10 000 km de réseau de fibres optiques terrestres couplés à 10 000 km de câbles sous-marins, ce projet offre haut débit (jusqu'à 100 Gbit/s) et 99% de taux de disponibilité. Ce backbone couvrira 8 pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Nigeria et le Sénégal. Ce projet vise à soutenir l'écosystème numérique et répond aux besoins croissants de connectivité dans la région.

BENIN

Mise en concession des rizeries de Malanville et de Glazoué.

[Le conseil des Ministres a validé, le 11 novembre 2020, la mise en concession de deux rizeries au profit de la société Premium Rice Mills Industries Ltd.](#) La première est située à Malanville, à la frontière avec le Niger (700 km de Cotonou), et la seconde à Glazoué (225 km de Cotonou). La société a annoncé vouloir investir 11,5 Mds FCFA (17,5 M EUR) sur dix ans pour les deux exploitations, et projette d'installer une chaîne complète de mise en valeur du riz sur le site, d'une capacité de 430 000 tonnes par an. Par ailleurs, la société travaillera à labéliser le riz béninois et à lui assurer un emballage répondant aux normes en la matière.

BURKINA FASO

Atelier de validation de la stratégie nationale de l'eau 2020-2025

[Le ministère de l'Eau et de l'Assainissement a organisé, le 6 novembre 2020, un atelier de validation de sa Stratégie nationale de l'eau \(SNE\) 2021-2025 et de son plan d'action 2021-2023.](#) L'objectif de ce plan est de porter le taux d'accès à l'eau et aux services d'assainissement à 100% sur l'ensemble du territoire burkinabè d'ici à 2030, contre actuellement 92% en milieu urbain et 69% en milieu rural pour le taux d'accès à l'eau ainsi que 38% en milieu urbain et 15% en milieu rural pour le taux d'accès aux services d'assainissement.

La nouvelle unité de retordage et de tricotage de fil de coton de COTEXA présente ses premiers tissus

[L'entreprise COTEXA a présenté le 9 novembre les premiers tissus issus de son unité de retordage et de tricotage de fil de coton,](#) inaugurée cet été à Tanghin Dassouri. Après deux ans de travaux ayant nécessité un investissement de 700 M FCFA (1,1 M EUR), cette unité peut transformer 1200 tonnes de fil par an et emploie une quarantaine de personnes. Elle s'approvisionne auprès de l'usine locale de fil FILSAH (Filature du Sahel). A noter que COEXA a bénéficié d'un soutien de l'Etat à hauteur de 60 M FCFA (91 M EUR), à travers des exonérations fiscales. Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat a par ailleurs [lancé le 6 novembre un nouveau projet de « Renforcement des compétences techniques et entrepreneuriales des artisans burkinabè par la mise en place d'un Centre national d'appui à la transformation artisanale du Coton »](#) (CNATAC). D'un coût global de 3,6 Mds FCFA (5,4 M EUR), le projet CNATAC sera exécuté sur une période de trois ans et devrait bénéficier à plus de 2000 acteurs de la filière.

Création d'une interprofession de la filière tomate

[Les acteurs de la filière tomate se sont rencontrés les 10 et 11 novembre 2020 pour adopter les statuts et le règlement intérieur de la nouvelle interprofession de la filière tomate du Burkina](#) (INTERTOMATE-BF). Ils ont mis en place deux organes de pilotage : un conseil d'administration, composé de 12 membres, et un comité de contrôle. L'objectif de l'INTERTOMATE-BF est de contribuer à une meilleure visibilité de la filière, à la formation des acteurs, ainsi qu'à la mise en place d'actions permettant l'acquisition de semences de qualité, l'élaboration d'une cartographie des zones de production et l'échelonnage des retenues d'eau. Pour rappel, le Burkina Faso produit environ 300 000 tonnes de tomates par an, dont 50% sont exportées vers la sous-région sous forme fraîche. Les prix sont généralement imposés par les grossistes en raison du manque d'infrastructures de conservation et du faible niveau d'organisation des producteurs, qui souffrent de revenus bas.

CÔTE D'IVOIRE

48,1% des fonds du PURGA décaissés à fin octobre 2020

Le Comité Interministériel des Matières Premières (CIMP) a publié un [rapport](#) faisant l'état d'avancement du Programme d'Urgence de Soutien aux filières Agricoles (PURGA). Concernant le financement du programme, l'Etat a finalement contribué au PURGA à hauteur de 65 Mds FCFA (99 M EUR) contre une enveloppe initiale de 132 Mds FCFA (201 M EUR), du fait du redressement plus rapide que prévu de l'économie ivoirienne. La contribution des partenaires financiers est quant à elle maintenue à 36,6 Mds FCFA (55,8 M EUR). Au 31 octobre 2020, 48,1% du montant du financement global a été décaissé, en majorité par l'Etat ivoirien : 64% de sa contribution contre 24% de celle des partenaires financiers. Suite à ces réaménagements budgétaires, les filières d'exportation et de productions alimentaires ont réadapté et poursuivi la mise en œuvre de leurs programmes. Les principaux défis de ce fonds demeurent le décaissement rapide des dernières tranches et l'accélération des procédures de passations de marché. Pour rappel, le Programme d'Urgence de Soutien aux filières Agricoles (PURGA) est un fonds mis en place dans le cadre de la crise de la COVID-19 afin de soutenir les filières agricoles dans le pays.

14,7 M USD de la BAfD en faveur des petits producteurs d'une région du centre du pays

[Un appui financier de 14,7 M USD a été approuvé le 10 novembre 2020 par la BAfD pour la mise en œuvre d'un Projet de Renforcement des Moyens de subsistance des Petits Exploitants et des Femmes \(PREMOPEF\)](#) dans la région du N'Zi, au centre de la Côte d'Ivoire. Les trois départements du N'Zi (Dimbokro, Bocanda et Kouassi-Kouassikro) sont concernés par le projet. Son objectif est de réduire la vulnérabilité économique des petits exploitants et notamment des femmes et des jeunes. L'accent sera mis sur la mobilisation de l'eau avec la réhabilitation de barrages, la construction de stations de pompes et la mise en place de système d'irrigation ; mais aussi sur l'utilisation des technologies avec le déploiement de nouveaux équipements pour le transport et les récoltes. 60 000 personnes, soit 25% de la population de la région, sont directement ciblées par le PREMOPEF. Sur les 14,7 M USD promis, 12 M est un don du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GASFP).

Programme d'accompagnement pour les entrepreneurs.es des industries créatives et culturelles

[L'Institut Français de Côte d'Ivoire a initié pour 2021 un programme d'accompagnement pour 12 entreprises ivoiriennes ou franco-ivoiriennes du secteur des Industries culturelles et créatives.](#) Ce programme est piloté par la fondation Entrafrica et ESPartners, avec le soutien de l'ambassade de France, de l'AFD, Proparco, de Business France et de BPI France. Prévu de durer 12 mois, il doit permettre de renforcer les fondamentaux business des bénéficiaires, de favoriser des mises en relation et des connexions avec les opportunités du secteur en France, en Côte d'Ivoire et dans le monde et d'accélérer l'accès au marché et aux financements privés.

Signature du 1^{er} contrat d'achat des crédits de réduction des émissions de gaz à effet de serre

[La Côte d'Ivoire et la Banque mondiale ont signé le premier contrat d'achat des crédits de Réduction d'émissions d'un coût global de 50 M USD sur la période de 2020 à 2024.](#) Ce contrat vise à récompenser les efforts du pays en matière de Réduction des émissions des gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD). Les bénéficiaires directs sont les coopératives, les communautés locales et les structures étatiques qui mènent des activités d'agroforesterie, de reboisement et de conservation. La signature de ce contrat fait suite à l'approbation, en février 2019, du programme de réduction des émissions autour du Parc national de Taï (PNT) qui sera mis en œuvre dans cinq régions administratives du Sud-ouest, à savoir la Nawa, San Pedro, le Gboklè, le Guémon et le Cavally. A terme cette facilité vise à restaurer le couvert forestier ivoirien et atteindre 20% du territoire.

Ratification d'un accord de prêt avec la Banque mondiale dans le secteur énergétique

[Le Conseil des ministres a adopté un décret portant ratification d'un accord de prêt de 62,9 M EUR, conclu le 28 août 2020 entre l'Association Internationale de Développement \(AID\) et la Côte d'Ivoire](#) dans le cadre du Programme de financement de la politique de développement du commerce régional de l'énergie en Afrique de l'Ouest-Côte d'Ivoire. Ce financement permettra d'accroître la production de l'électricité en Afrique de l'Ouest, de renforcer la sécurité énergétique et de réduire la vulnérabilité liée aux fluctuations internationales des prix du pétrole, de façon à baisser significativement la charge fiscale du secteur de l'électricité.

GUINEE

Amélioration du score du pays à l'évaluation 2021 du MCC

Le département d'Etat américain a publié le 9 novembre 2020 l'évaluation 2021 de son programme Millennium Challenge Corporation (MCC). [La Guinée y a enregistré son meilleur résultat à ce jour avec 9 indicateurs validés contre 7 l'année dernière.](#) Le pays se rapproche ainsi des 10 indicateurs nécessaires pour l'obtention du programme compact du MCC qui permettra au pays d'obtenir un don pouvant atteindre 500 M USD pour la réalisation d'importants projets de développement. Cette bonne performance à l'évaluation 2021 s'explique par la mise en œuvre de réformes pour améliorer l'environnement des affaires et le financement de projets majeurs pour améliorer le quotidien des guinéens. Le programme MCC est évalué à travers trois axes subdivisés en 20 indicateurs conditionnant l'éligibilité des pays : (i) la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques ; (ii) La création d'un environnement propice à l'initiative privée (libertés économiques) ; (iii) l'engagement de l'Etat à faire des investissements dans le secteur social (capital humain).

MALI

Prolongation de six mois par le FMI de la mesure d'allègement du service de la dette

Le 30 octobre dernier, [le Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé une 2^e tranche de six mois de l'allègement du service de la dette du Mali](#) au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC). Cette prolongation fait suite à une première mesure d'allègement, adoptée en avril 2020. Celle-ci doit permettre aux autorités maliennes de libérer des ressources financières pour renforcer leur capacité d'intervention en matière de soins médicaux et de gestion de la pandémie de COVID-19. Cette approbation met fin à une liste de 28 pays à faible revenu qui ont bénéficié le 2 octobre 2020 de cette 2^e tranche de six mois d'allègement du service de la dette. L'approbation pour le Mali a été retardée en raison du coup d'État qui a eu lieu en août et du temps nécessaire pour former le gouvernement de transition. Pour mémoire, le Mali est pour l'heure relativement épargné par la pandémie, avec 138 morts et 731 cas actifs recensés au 13 novembre 2020.

Ratification du prêt de 48,5 M EUR de Natixis pour le déploiement de la télévision numérique

[Le gouvernement malien a ratifié la convention de prêt de 48,5 M EUR conclu entre le Mali et l'établissement financier français Natixis](#), signée en juin et juillet 2020. Ce prêt permettra au Mali de financer son projet de déploiement de la télévision numérique, destiné à améliorer les services de production et de diffusion audiovisuelles.

Levée de fonds de 5,7 M USD par Marvel Gold et programme de forage de Cora Gold

Le 2 novembre 2020, [le groupe australien Marvel Gold a annoncé une levée de fonds de 5,7 M USD par émission de nouvelles actions](#), destinée à accélérer le développement de ses projets aurifères de Lakanfla et de Tabakorole. Le même jour, [la société canadienne Cora Gold a indiqué qu'elle lancerait un programme de forages de 18 trous de plus de 1 500 m de profondeur sur son site aurifère de Sanankoro](#). Cora Gold, qui possède aussi les projets aurifères Yanfolila et Diangounte, entend confirmer la minéralisation de Dako II, une nouvelle cible découverte en juin 2020 située à 7 km au sud des ressources de Sanankoro. Pour rappel, le Mali est le troisième plus gros producteur d'or du continent, derrière l'Afrique du Sud et la Ghana, avec 65,1 tonnes extraites en 2019.

MAURITANIE

La Banque mondiale octroie 52 M USD pour appuyer le secteur de l'éducation de base

[Deux accords de financement ont été signés par le gouvernement mauritanien, avec la Banque Mondiale d'une part \(40 M USD\), et le Fonds de partenariat mondial pour l'éducation d'autre part \(12 M USD\)](#), destinés à la phase 2 du projet d'appui au secteur de l'éducation de base en Mauritanie. Le projet a pour objectif d'améliorer la gestion des ressources humaines, d'appuyer la mise en place d'une carte scolaire objective et d'améliorer la fiabilité des évaluations et enquêtes scolaires. Il financera la production de manuels didactiques, l'acquisition d'équipements pédagogiques et apportera un appui institutionnel au département et aux établissements des écoles normales des instituteurs. Le projet comporte également un volet réhabilitation et construction de bâtiments éducatifs et apportera des subventions aux écoles à travers les comités de gestion des établissements scolaires.

La société chinoise Poly Changda remporte le contrat de construction du pont de Rosso d'un montant de 47 M EUR

[L'entreprise chinoise Poly Changda a remporté le contrat de construction du pont de Rosso entre le Sénégal et la Mauritanie et ses viaducs d'accès](#) pour un montant de 47 M EUR. Le groupe dispose d'un délai de 30 mois pour exécuter son contrat et doit démarrer les travaux de construction dès le 20 décembre 2020. Le Projet de Construction du Pont de Rosso, d'un montant global de 96 M USD, est financé par la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement et l'Union européenne. Il comprend en outre l'actualisation du plan directeur de la ville de Rosso et le développement d'infrastructures urbaines et commerciales telles que les marchés, les stations et les réseaux routiers. Son objectif est l'amélioration le niveau de service sur l'axe Nouakchott – Dakar en vue d'accroître les échanges commerciaux sur les axes routiers transafricains.

NIGER

620 M EUR mobilisés par les partenaires techniques et financiers pour l'accès à l'électricité

[La première table ronde nationale sur l'accès à l'électricité au Niger s'est tenue les 4 et 5 novembre 2020](#), à l'initiative du gouvernement nigérien et en collaboration avec les partenaires de l'Alliance Sahel. Les principaux bailleurs de fonds actifs dans le pays, dont l'Agence française de développement, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou encore l'Union européenne, étaient présents. Ils se sont engagés à mobiliser 620 M EUR, soit plus de 57% des 1,1 Mds USD annoncés par la ministre de l'Énergie pour mettre en œuvre la première phase de la Stratégie nationale d'accès à l'électricité (SNAE), adoptée en 2018 dans le pays. Pour rappel, le taux d'accès à l'électricité atteint à peine 13 % au niveau national.

Lourde perte matérielle suite aux inondations à Maradi

[La saison pluvieuse a fait de nombreux dégâts dans la région de Maradi](#), la capitale économique du Niger, où plusieurs localités ont enregistré des pertes considérables en termes d'infrastructures routières et hydrauliques. Le pont de Bakassomouba menace par exemple de céder. A Tibiri Gobir, la construction du pont longeant le lac Goulbi est menacée par les eaux. A Madarounfa, la route en construction devant rallier le Nigéria, financée par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et l'État du Niger à [hauteur de 42 M EUR \(28 Mds FCFA\)](#), a également été endommagée. Pour rappel, début octobre 2020, l'Union européenne a mobilisé 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR) pour assister les pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale affectés par les inondations, dont 657 M FCFA (1 M EUR) étaient destinés au Niger.

Lancement d'un projet de modernisation de l'élevage et de l'agriculture financé à hauteur de 106 M USD par la Banque mondiale

[Le Projet intégré de modernisation de l'élevage et de l'agriculture pour la transformation du monde rural au Niger \(PIMELAN\) a été lancé le 10 novembre par les autorités nigériennes](#). Prévu pour un délai d'exécution de six ans, le PIMELAN est financé par la Banque mondiale via un don de l'Association internationale de développement (100 M USD) et un prêt de la Société financière internationale (6 M USD). Les bénéficiaires contribueront également à hauteur de 5,9 M USD, et les institutions financières partenaires (les banques BAGRI, BISIC et Atlantique) fourniront 23 M USD. Ce projet vise à augmenter la productivité agricole et l'accès aux marchés pour les agriculteurs, les éleveurs, les pisciculteurs et les PME agroalimentaires, dans l'objectif de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. Il devrait bénéficier à 25 000 ménages. Pour rappel, l'insécurité alimentaire touche plus de 2,7 millions de personnes au Niger.

SENEGAL

Far Limited cède ses participations dans les blocs RSSD

[La compagnie pétrolière Far Limited a annoncé la conclusion d'un accord de vente avec la compagnie Indienne Ongc Videsh Vankorneft](#). Cet accord concernerait l'intégralité de ses participations (15%) dans les blocs de Rufisque Offshore, Sangomar et Sangomar Offshore Profond (RSSD). Ongc Videsh Vankorneft verserait ainsi 45 M USD à Far Limited. La compagnie indienne remboursera également, à hauteur de 66,6 M USD, les versements que Far devait effectuer dans le cadre de la joint-venture avec PETROSEN, Cairn Energy et Woodside. L'opération comprend également des paiements contingents en faveur de FAR, liés aux ventes futures de pétrole du projet RSSD et plafonnés à 55 M USD. La transaction est soumise à l'approbation écrite du ministre du Pétrole et des Energies du Sénégal.

SIERRA LEONE

Le groupe turc SUMMA construira le nouveau terminal de l'aéroport international de Lungi

Le 12 novembre 2020, [le président sierra-léonais a signé un accord avec le groupe turc SUMMA pour la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international de Lungi](#). Le coût du projet est estimé à 270 M USD. A terme, le nouveau terminal sera doté d'une capacité d'accueil de plus d'un million de passagers par an. Pour rappel, le groupe turc SUMMA est déjà bien implanté en Afrique de l'Ouest, notamment au Sénégal et au Niger, où il s'est vu confier d'importants travaux d'infrastructures (Aéroports internationaux Blaise Diagne et Diori Hamani, hôtel Radisson Blu à Niamey, etc.). A l'occasion du dernier déplacement du ministre des Affaires étrangères turc en septembre 2020 en Guinée-Bissau, un accord de coopération a également été signé entre les deux pays pour la construction d'un nouvel aéroport international à Bissau.

TOGO

Création d'un ministère de la Promotion de l'investissement

[Le gouvernement togolais s'est étoffé d'un nouveau ministère de la Promotion de l'investissement, avec à sa tête Mme Kayi Mivedor](#), qui est entrée en fonction le 9 novembre 2020 lors d'une cérémonie au ministère du Commerce. Avec cette nouvelle entrée, le gouvernement togolais compte désormais 34 membres, dont 12 femmes. Mme Kayi Mivedor a précédemment occupé les postes de directrice générale d'Orabank Gabon et de Diamond Bank Togo. Son ministère prendra en charge la politique d'attractivité économique du pays. Pour rappel, le Togo a gagné 40 places en situant au 97^{ème} rang dans le classement Doing Business 2020, publié en octobre 2019 par la Banque mondiale, et est apparu dans la liste des 10 économies les plus réformatrices dans le monde pour la 2^{ème} année consécutive.

NSCPA, lauréate du Challenge des 1000 entrepreneurs, investit dans une usine de transformation de manioc

Lauréate du Challenge des 1000 entrepreneurs organisé par le Ministère des affaires étrangères dans le cadre du sommet Afrique-France 2020, [la Nouvelle Société de Commercialisation des Produits Agroalimentaires \(NSCPA\) a lancé la mise en place d'une usine de transformation du manioc à Atakpamé](#) (161,5 km de Lomé). Le futur site, pour lequel la société a investi environ 1,5 M EUR, aura à terme capacité de traitement de 15 000 tonnes par an. Pour rappel, NSCPA est une société qui se distingue par un procédé singulier de traitement zéro-déchet. Les déchets de la transformation du manioc en amidon permettent de produire des champignons comestibles, dont les résidus sont à leur tour utilisés sous forme d'engrais.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

[Site Internet](#) et compte Twitter [@DGTresor_RCI](#) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programmées sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD - Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption - classement sur 198 pays.